

Le Combat Syndicaliste

CNT-AIT

Pages confédérales

**Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs**



**DÉBUT
D'UNE LUTTE
PROLONGÉE**

En France

p. 2 :
**Victoire
de Sarkozy :
le choix
de l'affrontement**

p. 7 :
**L'épopée de LIP :
de 1973 à ... 2007**

p. 9 :
**À ceux
qui pleurent
la social-
démocratie**

p. 11 :
**Oser
l'autogestion**

Brèves internationales

p. 13 :
**Réflexions
sur la grippe
aviaire.
Prisons
du Vénézuéla**

p. 14 :
**Mercadona,
la grève
est finie**



CNT - AIT

**Association
Internationale
des Travailleurs**
AIT, ASI-MUR CLS
Postanski pretinac 6
11077 Beograd, Serbie.

**Confédération
Nationale
du Travail**
Pour tout contact
sur le plan national,
s'adresser à :
CNT-AIT
(bureau confédéral),
7, rue Saint-Rémésy
31000 Toulouse.

Adresse du site Web
de la confédération :
<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez
les liens confédéraux
et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale
CNT-AIT.

Réalisation
des pages confédérales :
CNT-AIT,
18, rue Jean-Baptiste
Carreau, 64000 Pau.

Abonnements :
1 an (6 n^{os}) : 7,5 euros
Soutien: 15 euros
Chèques à l'ordre
de la CNT-AIT.
Voir pages régionales

Edito

Victoire de Sarkozy : le choix de l'affrontement.

La victoire de Nicolas Sarkozy signifie bien plus que le prolongement de la politique actuelle : c'est l'abandon des valeurs contenues dans le programme du Conseil National de la Résistance, celles d'une « démocratie sociale » qui a été choisie à la Libération. Le propos n'est pas de revenir sur toutes les critiques et réserves que nous pouvons légitimement formuler à l'encontre de ce concept flou, mais bien de comprendre ce qui est aujourd'hui remis en cause, la recherche du consensus social et la solidarité. Deux économistes ultra-libéraux, Jacques Marseille et Elie Cohen, livraient, déjà, en mars 2006, leur analyse de la situation en France : « *La huitième « guerre des deux France », qui se déroule sous nos yeux, oppose pour l'essentiel les Français « exposés » et les Français « abrités », des jeunes de banlieue et bourgeois de Neuilly, des patrons aux parachutes dorés et des employés délocalisés, des jeunes au chômage et des baby-boomers gâtés, des obligés de la « carte scolaire » et ceux qui savent la contourner, la gauche des ouïstes et la gauche des ninistes, la droite libérale et la droite orléaniste. Certes, dans nos sociétés apaisées, cette guerre civile ne débouche sur aucune effusion de sang mais sur une forme de schizophrénie collective.* » en présentation de leur livre, « Du bon usage de la guerre civile en France ». Leur message était clair, les guerres civiles permettent une adaptation de la société aux nouvelles conditions, celle que nous vivons doit aboutir

tir à une révolution libérale. Alors que la plupart des syndicats ont abandonné le concept de lutte des classes, les libéraux sont prêts à un affrontement direct pour défendre les intérêts des riches contre ceux des pauvres.

Que signifie la victoire de Sarkozy ?
Qui a voté pour Sarkozy ? Sans adhérer à la religion des sondages, il n'est pas inintéressant de comparer le sondage IPSOS, du 7 mai 2007, aux chiffres de l'INSEE sur la population française. Si ce genre de sondage est toujours confronté à une marge d'erreurs, il peut nous permettre d'appréhender les grandes tendances.

Pour le coup, que constatons-nous ? 65 % des retraités ont voté pour Nicolas Sarkozy, 61 % des plus de 60 ans et 67 % des plus de 70 ans. Si l'on regarde le vote par niveau de revenu des foyers, les foyers aux revenus les plus modestes ont voté le moins pour Sarkozy tandis que ce sont les plus élevés qui l'ont plébiscité. Nous pouvons facilement en conclure que les retraités qui ont voté Sarkozy, sont ceux qui ont les meilleures retraites.

Quelles sont les autres catégories qui ont le plus voté pour Sarkozy ? Les commerçants et artisans, les agriculteurs et les professions libérales et cadres supérieurs ¹. Ces pourcentages reportés aux données sur la population française nous indique que plus de 12,5 millions des voix recueillies par Nicolas Sarkozy proviennent de ces milieux, soit les deux tiers. Qui a le moins voté pour Sarkozy ? Les chômeurs, les étudiants, les ouvriers, les employés, les professions intermédiaires ², soit 76,2 % des actifs...

Parmi les ouvriers qui ont voté Sarkozy, 1,4 million provient de

l'extrême droite. Sur un peu moins de 19 millions de voix, un peu moins de 14 millions sont les voix de ceux qui s'en sortent bien ou sont acquis aux thèses d'extrême droite...

Qui va subir la politique de Nicolas Sarkozy ?

Les salariés, les chômeurs et les étudiants. Le vote pour Nicolas Sarkozy est un vote égoïste, celui d'une France qui s'en sort et qui ne veut plus partager avec les autres. Ceux qui produisent les richesses vont subir une politique appuyée par ceux qui profitent de leur travail.

Rien que de très logique, mais ce qu'il faut souligner, c'est que dans une France vieillissante, l'avènement de Nicolas Sarkozy n'est pas étonnant mais il caractérise le point essentiel qui marque sa victoire : Nicolas Sarkozy a réussi à supprimer tout sentiment de honte chez les plus favorisés. Fini l'hypocrisie d'un Chirac obligé de parler de fracture sociale pour se faire élire, aujourd'hui, la droite dénonce « l'égalitarisme ». Là, où depuis la quatrième République, il était de bon ton, à droite comme à gauche, de parler de consensus social, Nicolas Sarkozy prône une politique répressive et liberticide. La droite est en ordre de bataille pour mener une politique ouvertement libérale : les années à venir sont celles d'un retour à une lutte des classes beaucoup plus agressive et qui ne se soucie pas de préserver les apparences.

Qu'est-ce qui nous attend ?

L'offensive libérale ne date pas d'aujourd'hui, et tous les gouvernements, de gauche comme de droite, ont pris des engagements

clairs vis-à-vis de l'OMC et de l'Union Européenne pour casser les acquis sociaux. Nous pouvons nous attendre à une accélération du processus basée sur une stratégie déjà éprouvée depuis 5 ans, et qui risque de se renforcer, le passage en force.

Les signes ne trompent pas. Les milieux financiers ont marqué, à leur manière, leur triomphe politique : le CAC 40 est resté en légère hausse après l'élection, malgré les révoltes, alors qu'il avait augmen-



té la semaine précédente ; les valeurs françaises sont à la hausse sur les principales places financières européennes ³ tandis que l'économiste Marc Touati a commenté : « Selon nous, la nouvelle équipe dirigeante doit donc prendre très vite trois types de mesures. Primo, une baisse de la pression fiscale pour tous (entreprises, ménages, favorisés ou non). Secundo, la rationalisation de la dépense publique de manière à éviter un creusement du déficit. Tertio, l'assouplissement de l'ensemble des réglementations qui pèsent sur le fonctionnement de l'économie et notamment sur le marché du travail » ⁴.

Nicolas Sarkozy ne les a pas dé-

çus puisqu'il a nommé, le 17 mai, François Fillon premier ministre. François Fillon a une longue expérience ministérielle, c'est un spécialiste des « réformes » impopulaires. De sinistre mémoire, il a, à son actif, la privatisation de la Poste et de Télécom, la réforme de Air France et Air inter, un projet avorté de privatisation des universités et la réforme des retraites. Sa nomination confirme la stratégie adoptée par Nicolas Sarkozy, conforme aux conseils de l'OCDE ⁵ : faire passer un maximum de lois en début de quinquennat pour, une fois le seuil de saturation dépassé, nommer un premier ministre moins impopulaire (comme Jean-Louis Borloo par exemple) qui aura pour mission de gérer les affaires courantes et préparer la prochaine élection...

Sur le plan économique, le programme de Sarkozy est clair : favoriser le patronat et les classes les plus riches, démanteler le système social et la fonction publique. Les grandes « réformes » annoncées sont les suivantes : réforme de l'Éducation (privatisation larvée des universités, autonomie des établissements du secondaire pour « faire jouer la concurrence ») ; démantèlement du service public (l'objectif est de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux) ; suppression des contrats de travail à durées déterminées et indéterminées pour les remplacer par un contrat unique ; fin des régimes spéciaux de retraite ⁶ et redéfinition de la « démocratie sociale » (il s'agit de réviser les critères de représentativité et les procédures de négociations) ; atteinte au droit de grève (avec l'instauration d'un service minimum) ; bouclier fiscal à hauteur de 50 % (baisse des prélève-

(suite page 4)

(suite de la page 3)

ments pour les Français devant payer l'impôt sur les grandes fortunes) ; défiscalisation des heures supplémentaires (les patrons ne payeraient plus les charges sociales, les heures supplémentaires leur coûteraient moins cher...).

Pour faire passer ces mesures, le gouvernement va utiliser la large victoire de Sarkozy pour prétendre à une légitimité populaire. Cela doit justifier le passage en force et la répression. Mais le gouvernement compte aussi associer les syndicats à ce plan.

En ce qui concerne la répression, nous avons eu un aperçu de ce qui nous attend avec l'attitude de l'État face aux protestations populaires qui ont suivi l'élection. Les médias n'ont relaté les faits qu'une fois les premiers jugements rendus. Nous avons pu constater l'efficacité du dispositif répressif mis en place : les peines ont été d'une sévérité inédite avec des condamnations à trois ou quatre mois de prison ferme pour des personnes n'ayant jamais eu affaire à la Justice. De nombreux témoignages attestent que ce sont de jeunes ouvriers et précaires et des étudiants qui ont été victimes de cette répression. Plusieurs contestent les faits qui leurs sont reprochés. Il semble que, dans de nombreux endroits, les manifestations ont « dégénéré » après l'intervention de la Police pour les disperser⁷. C'est que depuis 5 ans, Perben et Sarkozy ont fourni à la Police et à la Justice de nombreuses armes juridiques leur permettant d'accroître plus facilement la répression. Clé de voûte de l'ensemble, la loi relative à la prévention de la délinquance, du 5 mars 2007. De nombreuses protestations s'étaient faites entendre sans succès à l'époque, voilà ce que disait un magis-

trat lucide sur la nouvelle loi : « *En fait se mettent en place les structures d'un nouvel État qui au regard de celui qui existait il y a seulement 5 ans en France peut être qualifié de totalitaire en ce que :*

- *Il remplace l'accompagnement social par un contrôle tout azimuts des personnes suspectées de déviance.*
- *Place au rang d'élite de la nation : une police d'ordre public qui embri-gade la jeunesse pour la former... à quoi ?*
- *Transforme la mission éducative en procédés de redressement, notion moderne des camps de ce type,*
- *Instaure la vidéo-surveillance et la peur comme mode de relations entre les citoyens au profit d'un État décentralisé en féodalités liées entre elles... par la référence à un leader.*

Il ne manque plus que la réforme institutionnelle qui mettra en place ce leader charismatique : il suffit d'attendre la campagne présidentielle de M. Sarkozy... »⁸.

Quant aux syndicats institutionnels, nous n'avons pas beaucoup d'illusions à nous faire. Le soir de l'élection, voilà ce que disait Jacques Marseille : « *Vu la victoire très nette, très nette, de Nicolas Sarkozy, les syndicats vont réfléchir probablement à leur action, si action ils estimaient pouvoir mener, je pense qu'ils essaieront d'abord, c'est leur intérêt, de jouer la carte de la négociation et du dialogue plutôt que prendre le risque d'une lourde défaite puisque finalement, s'ils s'opposaient à ces réformes dans la rue, ils iraient à l'encontre d'une grande majorité, d'une forte majorité des Français qui ont fait un choix clair ce soir.* »⁹ Et les syndicats ne l'ont pas déçu. D'un mutisme coupable sur les événements de la semaine, ils se sont empressés de répondre favorablement à l'invitation de Nicolas Sarkozy les 14 et 15 mai derniers, alors qu'il n'était pas encore investi dans ses fonctions, fait unique ! La CFDT, la CGT, FO, la CFTC

et la CGC sont ressorties de leurs entretiens (individuels) en tenant à peu près le même discours (adapté à leurs « publics » respectifs) : se disant rassurés sur les intentions de Nicolas Sarkozy en matière de respect du dialogue social et en attendant de le voir à l'œuvre. Il faut comprendre qu'en affirmant vouloir redéfinir les règles du dialogue social et de la représentativité, Nicolas Sarkozy a mis le devenir des syndicats institutionnels dans la balance. Moins de permanents, accès ou non aux élections à des organismes paritaires, représentativité sont des enjeux auxquels beaucoup de Français ne prêtent pas grande attention mais qui sont des menaces claires pour ces syndicats. Il est probable que le gouvernement cède en partie sur ces points en échange d'une complicité plus ou moins discrète pour le passage des autres réformes. Il est possible aussi qu'il accorde une cotisation directe à ces syndicats via un dégrèvement d'impôts. L'attitude actuelle des syndicats institutionnels est d'autant plus inquiétante (même si elle n'est pas surprenante) que le climat de peur qui règne dans la population pourrait faire paraître les réformes à venir moins graves qu'elles ne le sont vraiment, pour peu que le gouvernement lâche quelques miettes. En fantasmant le pire, il est possible de le sous-évaluer quand il arrive vraiment...

La riposte

Le projet politique porté par Nicolas Sarkozy est l'exacerbation de tout ce que nous refusons dans cette Société et qui nous fait la rejeter. Le combat que nous devons mener ne doit pas négliger l'aspect idéologique. Tout au long de la campagne, nous avons pu constater à quel point le projet libéral est entré dans les

LA VIE SOUS LA DROITE



conceptions de la Gauche. Même l'extrême gauche n'ose pas porter un programme à la hauteur de celui du programme commun de 1978 ! Nous n'allons pas nous en étonner. Mais cela implique que nous réaffirmons nos valeurs et nos conceptions tout en dénonçant les subterfuges de la droite. Le combat idéologique doit se mener sur le plan des valeurs, de l'éthique et s'inscrire dans la réalité.

La légitimité prétendue de Nicolas Sarkozy doit être remise en question. Notre position a toujours été claire : en prônant l'abstention, nous refusons de participer à un système électoral où les jeux sont biaisés. Nous ne reconnaissons à personne le droit de parler en notre nom sous prétexte que la majorité l'aurait élue... sur un

chèque en blanc. La situation actuelle donne beaucoup de force à notre discours. Aujourd'hui, ce sont ceux qui ne travaillent plus ou qui les dirigent qui vont imposer à ceux qui produisent, ou sont exclus, des conditions de travail et des conditions de vie extrêmement précaires. Ceux qui produisent les richesses et qui sont prêts à les partager vont subir la politique de ceux qui en profitent. Quelle légitimité y a-t-il là dedans ? Sarkozy lui-même, en voulant se présenter comme le Président de la « France qui travaille » reconnaît le manque de légitimité de sa position actuelle. La politique qu'il met en place est celle des possédants dans un système capitaliste qui exploite le plus grand nombre. C'est le parti des exploités qui mènent la guerre aux ex-

ploités. La lutte des classes tombe les masques pour nous montrer son vrai visage : celui d'un système injuste, inégalitaire qui s'impose par la force. Les mouvements populaires qui ont suivi la victoire de Sarkozy prouve que les forces vives de la jeunesse ressentent clairement ces enjeux.

L'État, par le renforcement de la répression déjà en cours, montre lui aussi sa vraie nature : un instrument de domination qui crée et préserve les inégalités sociales. Sa nature c'est la violence dont il détient le monopole. La répression est là pour nous rappeler que l'on nous impose des conditions que nous refusons. Loin des simagrées de dialogue social, à la fin, c'est par la force que l'on nous maintient dans l'injustice et la misère. La volonté de contrôle, dès le plus jeune âge, des individus pour repérer les « déviants », les « révoltés » et les « asociaux » illustre, à l'évidence, l'affirmation des libertaires qui rappelle que l'État porte en lui les germes des totalitarismes. La défense des libertés de l'individu – que l'on confond souvent avec la pantalonnade du « droit de vote » – redevient un enjeu primordial. Or, une large part de la population y reste attachée et nous devons être extrêmement vigilants sur ce sujet. Il est criminel de banaliser, en laissant faire, les actes de répression qui existent déjà, et qui risquent de se généraliser.

La question des valeurs et de l'éthique doivent également être replacée au centre du débat politique. Si une majorité de Français préfèrent voir crever de faim une minorité de pauvres, devons-nous l'accepter ? Si une

(suite page 6)

(suite de la page 5)

majorité décidait que la dictature vaut mieux que le reste, perdions-nous notre légitimité en la refusant et en résistant ? Et lorsque des patrons, des retraités, des membres des professions libérales viennent dicter aux salariés leurs conditions de vie et de travail, alors qu'ils ne partagent pas leur situation, qu'est-ce qui est juste ? Où se trouve l'action légitime ? La majorité de Nicolas Sarkozy fustige « l'égalitarisme », elle refuse la justice sociale, sur le plan éthique, elle a tort. La majorité de Nicolas Sarkozy veut imposer son point de vue par la force, elle stigmatise les étrangers, les jeunes, les marginaux, elle les met au banc de la société, sur le plan éthique, elle a tort. La majorité de Nicolas Sarkozy veut alléger la petite part de solidarité payée par les riches, elle veut accroître leurs bénéfices sur le dos des plus exploités, sur le plan éthique, elle a tort. Et même si les media nous disent que ce discours est archaïque, qu'il faut s'adapter, nous savons bien que nous sommes dans le sens de l'Histoire car il y a toujours eu, et il y aura toujours, des femmes et des hommes pour se révolter, c'est-à-dire pour combattre l'injustice. La peur n'évite pas le danger, elle le renforce. Le vent de panique qui a soufflé sur une partie de la population à l'annonce des résultats électoraux est notre pire ennemi. En présentant le vote « Ségolène Royal » comme l'ultime espoir de barrer la route au projet politique soutenu par Nicolas Sarkozy, la gauche et une partie de l'extrême gauche en sont, pour une part, responsables. Mais nous avons également

constaté que la jeunesse, dans sa majorité, n'accepte pas cette situation et reste combative. Nous ne devons pas la laisser isolée et sans stratégie, en proie à la répression. L'heure est à la solidarité, nous devons resserrer les rangs pour nous préparer aux combats sociaux qui nous attendent. Nous devons établir le dialogue entre tous ceux qui n'acceptent pas ce que l'on cherche à nous imposer. D'abord pour éviter les provocations policières et les emprisonnements en masse ; ensuite pour savoir comment nous allons nous organiser pour les luttes.

Plusieurs positions de principes doivent d'ores et déjà être affirmées :

Dénoncer la répression et les atteintes aux libertés : dans un contexte de rapport de force favorable, la droite va durcir ses méthodes et va essayer de passer en force. Les atteintes aux libertés concernent tout le monde et peuvent être le point de départ d'un mouvement populaire capable de dépasser les corporatismes, de faire se rencontrer tous ceux qui refusent la société que l'on nous promet.

Poser une alternative aux partis politiques et aux syndicats : l'attitude des partis politiques et des directions syndicales montre clairement que nous n'avons rien à attendre d'eux. Nous devons proposer une alternative aux syndicats institutionnels dans la gestion collective des luttes et refuser toute compromission avec les partis politiques.

Défendre la justice sociale et la solidarité : toutes les attaques annoncées visent à détruire les liens qui peuvent rendre une société plus humaine. Accepter toute négociation qui porterait atteinte à ces principes reviendrait

à reconnaître la barbarie que l'on nous impose.

Plus que jamais, un projet révolutionnaire portant les bases d'une société respectueuse des individus, c'est-à-dire reconnaissant leurs libertés et assurant l'égalité sociale, est essentiel pour les perspectives futures, mais aussi pour nous permettre d'avoir un positionnement clair aujourd'hui. Tout le monde doit avoir sa place dans la société ; chacun doit être maître de son destin ; la liberté de l'individu est un droit inaliénable ; nous devons produire collectivement les richesses et les répartir de manière égalitaire ; la base de la vie collective est la solidarité car elle seule peut mener à la fraternité plutôt qu'à la guerre ; c'est par la discussion et la recherche du compromis que les individus, à la base, doivent régler les problèmes inhérents à la vie collective ; abolition des frontières et égalité totale entre tous les Hommes ; le pouvoir génère la violence et les inégalités, tous les postes de responsabilités doivent être tenus par des délégués mandatés, élus et révocables.

Jipé (STB),

Syndicat des Travailleurs du Béarn

1. Respectivement 82 %, 67 % et 52 %.
2. Respectivement 25 %, 42 %, 46 %, 49 % et 49 %.
3. *Le Nouvel Observateur*, 07/05/2007.
4. *AFP*, 07/05/07.
5. *OCDE*, Cahier n° 13.
6. Lors de la réforme des retraites, François Fillon avait dû ménager des secteurs combatifs qui sont les fiefs de syndicats institutionnels pour que ceux-ci cèdent plus facilement sur l'essentiel. L'EDF et la SNCF ont donc gardé des régimes de retraites spéciaux plus favorables, ils sont aujourd'hui dans le collimateur.
7. *Le Monde*, 09.05.07.
8. Gilles Sainiti, magistrat, membre du Syndicat de la magistrature, 18 mai 2006.
9. Chat sur le forum du journal *Le Point* avec Jacques Marseille le soir des élections, 06/05/2007.

L'épopée de LIP : de 1973... à 2007

La lutte des LIP est remise au goût du jour par un film sorti le 21 mars 2007 : *Les Lip, l'imagination au pouvoir* de C. Rouaud ¹. Un documentaire de 2 heures qui relate ce conflit historique d'« autogestion sauvage » en mêlant images d'archives et interviews actuelles des LIP. L'auteur revendique un film destiné à être un « passage de relais », pour faire renaître un « rêve collectif ». Car le conflit des LIP n'est pas une grève comme les autres. C'est un épisode mythique pour les partisans de l'autogestion, qui s'est déroulé à une époque où la gestion directe était dans l'« air du temps ». C'est aussi un événement précurseur puisqu'il augure les plans sociaux massifs si banals aujourd'hui. Espérons qu'il soit aussi précurseur dans les techniques de lutte des salariés à l'heure où les salariés sont jetés sans scrupule (Alcatel-Lucent, Airbus...).



L'aventure commence véritablement le 17 avril 1973, lorsque l'entreprise LIP dépose le bilan. Mais elle s'appuie sur des prémices : la prise de contrôle par la société suisse Ebauches SA et des expériences de lutte du côté des ouvriers (occupation en mai 1968, juin 1970...). La résistance s'organise aussitôt autour du Comité d'Action : baisse des cadences ², manifestations (Besançon, Neuchâtel, Paris)... Le 10 juin, l'usine est occupée et le 12, les administrateurs sont séquestrés. Les ouvriers vont alors s'emparer du stock de montres (environ 500 millions de francs de l'époque) et mettre la main sur des documents révélateurs des pratiques dégueulasses de management patronal : flicage des salariés renforcé par un copinage avec les RG, divulgation ou falsification d'informations auprès des représentants au comité d'entreprise (« *Les comptes sont faux* » avoue-t-on en conseil d'administration avant de se demander s'il faut laisser monter ou descendre le titre boursier Lip ³... Tous les éléments financiers peuvent donc être manipulés par les capitalistes en fonction de leur intérêt particulier. Tant pis s'il est en opposition avec celui de centaines de salariés), plan de licenciement et démantèlement prévus en catimini (« *larguer les secteurs annexes* », « *480 [salariés] à dégager* »)...³ Si la répression s'abat (manifestation du 15 juin à Besançon), la mobilisation ne lâche pas et le 18 juin l'AG des ouvriers vote la remise en marche de l'usine par eux-mêmes. C'est le début du célèbre « *C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie* » qui

conduit au versement d'une paie sauvage le 3 août.

Les LIP adoptent donc une stratégie d'autogestion dans la lutte et de la lutte (mobilisation construite et organisée par les salariés en AG). Leur but n'est pas de s'emparer de l'entreprise, mais de financer la poursuite du combat dans l'attente d'un repreneur, sans qu'il y ait de licenciement. Des négociations sont donc menées pendant ce temps : rejet du plan proposé par Charbonnel (ministre du Développement Industriel), nomination d'un médiateur (Giraud)... Le 24 janvier 1974, un accord est signé à Dôle : Claude Neuschwander reprend l'entreprise et les ouvriers seront réembauchés progressivement au cours de l'année. Le travail reprend dans l'usine le 11 mars 1974 : une victoire pour les salariés... et la fin de l'aventure autogestionnaire.

Mais l'euphorie est de courte durée, car si l'avenir de l'entreprise semble rayonnant compte tenu des commandes attendues, Lip va être poignardée. Aides de l'État refusées, commandes de Renault annulées, crédit refusé par les banques, opposition du conseil d'administration contre Neuschwander... En janvier 1976, c'est de nouveau la crise. La lutte reprend : occupation de l'usine et gestion de celle-ci par les ouvriers. Cette fois-ci, les travailleurs poussent leur raisonnement et leur mouvement jusqu'à son but logique : le contrôle de l'entreprise par les salariés. Le 28 novembre 1977 naissent 6 coopératives, ce sont Les Industries de Palente ⁴.

(suite page 8)

(suite de la page 7)

La lutte des LIP flirte donc avec l'autogestion, même si les salariés ont affirmé qu'ils pratiquaient plutôt l'autodéfense. Les LIP « ont autogéré la lutte, ils ont installé [...] une sorte de démocratie directe fondée sur des commissions autonomes contrôlées en permanence par l'assemblée générale des travailleurs ⁵. » Mais pour eux, il s'agit de « survivre dans la lutte » et de sauver l'entreprise en attendant un repreneur. À la différence des entreprises récupérées, notamment en Argentine, les ouvriers n'envisagent pas d'entrée de jeu de devenir les maîtres de l'établissement et de se passer de patron. Toutefois les références à l'autogestion et surtout la réalisation de pratiques de démocratie directe sont indéniables. Rien de surprenant compte tenu de l'importance de l'idéal autogestionnaire à cette époque, principalement au sein de la CFDT ou du PSU. Des salariés de Lip, dont des syndicalistes CFDT sont naturellement influencés par la thématique de l'autogestion prégnante dans l'air du temps. Le choix d'une autogestion de la lutte est donc délibéré et assumé ⁶. Mais à vrai dire, n'y a-t-il pas meilleur exemple qu'un groupe de salariés qui choisit l'autogestion comme technique de lutte avant de reconnaître celle-ci comme le mode de gestion de leur entreprise le plus pertinent ? Les travailleurs de Lip ont découvert de manière empirique, et en quelque sorte objectivement, l'intérêt de l'autogestion et non pas appliqué une idéologie. C'est la parfaite illustration des convictions libertaires et anarchosyndicalistes selon lesquelles la prise en mains des luttes sociales conduit à celle de l'ensemble de la société. C'est la « grève gestionnaire » ⁷.



Outre la démonstration de la faisabilité d'une gestion directe des entreprises, le combat des Lip met en évidence la nuisibilité pour les travailleurs des stratégies patronales acceptées quand ce n'est pas soutenues par l'État, car « il n'existe pas de politique industrielle du gouvernement sans le relais du patronat, sans les schémas directeurs du patronat ⁶ ». L'intervention des forces de l'ordre contre les travailleurs opérée à cette occasion est aussi un grand classique des luttes sociales et un indice du véritable rôle de l'État : « il envoie la police protéger les intérêts d'une petite minorité de possédants ». Le mouvement des travailleurs met en cause les pouvoirs publics et l'importance de l'action politique, supplantée par l'organisation de luttes sociales conçues comme le véritable « moteur » d'une transformation de la société. Avec l'occupation de l'usine, les Lip remettent en cause le droit de propriété capitaliste et concrétisent le slogan de Mai 68 : « *Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui !* » En raison de la stratégie adoptée, le conflit des Lip ébranle sérieusement le système et représente une menace pour lui. C'est pourquoi politiciens et patrons ont eu à cœur de mettre des bâtons dans les roues de ces travailleurs qui roulaient sur la

voie de l'autogestion. « *La grève gestionnaire est la grève de demain et croyez bien que les politiciens de tous poils y pensent, soit pour la réprimer soit pour la récupérer.* » ⁷ C'est la seconde solution qui sera privilégiée, comme l'explique Charbonnel dans le film de Rouaud en citant Giscard : « *Ils vont véroler tout le corps social [...], il faut les punir.* » Cette attitude est révélatrice de l'importance de l'autogestion dans la lutte des travailleurs pour leur émancipation, de sa capacité à mettre à mal le système et de son efficacité. Patron et État ne s'y sont pas trompés. Les Lip ont semé « *quelque chose de profondément fécond pour l'avenir* ⁶ ». En exhumant ce combat riche d'enseignements, Christian Rouaud rend un fier service aux travailleurs. À nous de saisir cette opportunité.

Syndicat Interco de Châteauroux

1. Voir <http://liplefilm.com> et <http://www.pierregrise.com>.
2. Les administrateurs s'étant plaints que des ouvrières tricotaient sur le lieu de travail, les salariés ont décidé de ... jouer à la bataille navale (cité in C. Piaget, ci-dessus).
3. C. Piaget et E. Maire, *Lip 73*, Seuil, 1973.
4. Voir chronologie <http://liplefilm.com/lip/spip.php?article26>.
5. Interview de Christian Rouaud dans *Le Monde libertaire* n°1467, 1-7 mars 2007.
6. Texte d'Edmond Maire et Jacques Chérèque in *Lip 73*, cité ci-dessus.
7. M. Joyeux, *Chez Lip : on fabrique, on vend, on se paie*, http://increvablesanarchistes.org/articles/1968_81/lip_1973.htm#bas

A ceux qui pleurent la social-démocratie

Ce sont souvent les mêmes qui en même temps pleurent le vol des « conquêtes ouvrières »¹, rêvant de ce magique Front Populaire qui en aurait été le promoteur. Comme si la social-démocratie n'avait pas, justement en 1936, montré à quel point elle ne ferait jamais que semblant de s'opposer au système capitaliste et que les « conquêtes ouvrières », comme l'expression l'indique, furent des conquêtes de la classe ouvrière, arrachées par elle au gouvernement de Blum : arrachées, oui, et pas octroyées. Le Front Populaire, quand il se constitue, n'a comme projet hardi que la semaine de quarante heures et la nationalisation des usines d'armes ; la présence des radicaux n'est pas faite pour qu'il songe le moins à porter tort aux patrons.

D'ailleurs les travailleurs ne s'y trompent pas ; dès le 11 mai, une semaine après la victoire du Front Populaire, débutent les premières grèves et le mouvement va s'amplifier et s'étendre à plus de 2 millions de salariés en 15 jours ; et partout on occupe les usines. Affolement, bien sûr, des patrons et du gouvernement, et même des syndicats qui n'étaient pas les moteurs de ce grand mouvement. Les patrons demandent au gouvernement d'intervenir et cèderont lors des Accords de Matignon le 7 juin bien plus que le Front Populaire n'avait jamais pensé : entre autres, la semaine de quarante heures, les congés payés, la prolongation de la scolarité jusqu'à quatorze ans, la généralisation des conventions collectives, la hausse des salaires de 7 à

15 % (que la hausse des prix rattrapa rapidement)... À charge de l'État, bien sûr, de rétablir l'ordre, et vite ! Au demeurant, l'État n'était pas contre : le 3 juin, Roger Salengro, député socialiste nommé ministre de l'Intérieur avait déclaré à l'Assemblée : « *Que ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir. Qu'ils s'empressent de mettre un terme à cette agitation injustifiée. Pour ma part, mon choix est fait entre l'ordre et l'anarchie. Je maintiendrai l'ordre contre l'anarchie.* » Et l'ordre, ils le rétablirent, non sans parfois mobiliser la police pour convaincre les récalcitrants de mettre un terme aux troubles, ce que Maurice Thorez appela « *savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue.* »

(suite page 10)



(suite de la page 9)

L'ordre sacro-saint sera toujours la priorité, et l'on sait ce que cela signifie.

En 36, la France était encore colonialiste. Le programme du Front Populaire se limitait essentiellement à un projet de commission d'enquête qui effectua une mission, en Afrique seulement, et consacra ses travaux surtout au Sénégal dont quatre localités n'étaient pas soumises au code de l'indigénat ; la commission proposait que soit accordé le droit de se syndiquer aux **o u v r i e r s s é n é g a l a i s** « évolués » (décret du 11 mars 1937), ce qui signifiait qu'il fallait « parler, lire et écrire couramment le français, être titulaire du certificat d'études primaires ou avoir une attestation équivalente délivrée dans les conditions fixées par le Gouvernement général en commission permanente du Conseil de gouvernement ». Pendant ce temps-là, en Indochine (en Cochinchine exactement), les ouvriers annamites pensèrent qu'ils pouvaient eux aussi se joindre au mouvement de grève que les salariés avait lancé ; *La Dépêche d'Indochine* du 13 juin 36 reproduit un tract qui appelle ainsi à la grève : « Des centaines de milliers d'ouvriers en France se sont mis en grève et ont pris possession des usines. Soulevons-nous dans chaque entreprise, dans chaque province et dans chaque village. Elisons des délégués parmi les ouvriers et les paysans et formons des comités d'action partout ». Allons donc ! L'ordre va régner là-bas aussi, encore plus impitoyable qu'en métropole, et sans la moindre « conquête », car il s'agit de mater des colonisés qu'on peut arrêter, interroger en torturant à l'électricité (prémices de la gé-gène), et condamner à de longues années de prison ou de déportation ?.

Un État, quel qu'il soit, est toujours du côté de l'ordre. La grève



générale, c'est le désordre : un peuple en grève, c'est la révolution qui pointe ; et maintenir l'ordre dans une société capitaliste, c'est être le commis des patrons. Aucun régime de « gauche », aucun prétendant au pouvoir, en apparence dans l'opposition, ne jouera la libération des travailleurs exploités contre l'ordre voulu par les exploités.

À nous de ne jamais être dupes et de ne compter que sur nos forces et notre volonté pour détruire cet ordre de l'exploitation

capitaliste et étatique dans la seule perspective du communisme anarchiste.

Syndicat Interco de l'Isère

1. On dit plutôt désormais « acquis sociaux » ; c'est plus tranquille, mais ça ne veut surtout pas dire la même chose.
2. À lire de Ngo Van *Au pays de la cloche fêlée* (L'Insomniaque). Ngo Van était ouvrier cochinchinois pendant les événements de 36. En 1948, il quitte son pays, un des rares rescapés d'un groupe militant trotskyste, au moment de la guerre d'Indochine ; il est mort en 2005.

Oser l'autogestion

Les espaces autogérés semblent indisposer les pouvoirs publics : parallèlement aux menaces planant sur le squat des Tanneries, un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale autogéré à Bourgen-Bresse, le Far ¹, est dans le collimateur du préfet de l'Ain.

L'association *Foyer Accueil Réinsertion*, qui deviendra ensuite Oser, naît en 1974 et conduit à la création d'un CHRS en 1976. Le directeur désigné par le conseil d'administration, Dominique Castagnet, décide d'orienter la structure vers l'autogestion. Au terme d'un conflit avec le CA, les salariés prennent le pouvoir. L'équipe peut alors mettre en place un système autogéré et égalitaire : statut identique (tous animateurs), salaire égal pour tous (répartition équitable de la masse salariale et mise en œuvre d'une péréquation en ce qui concerne certaines primes : on donne plus à ceux qui sont les moins diplômés, etc.), élection et rotation des responsables, décisions prises au cours d'une réunion hebdomadaire de l'équipe (chaque salarié peut inscrire ses préoccupations dans un cahier destiné à constituer l'ordre du jour), absence de spécialisation des tâches (chacun devient à son tour comptable, gestionnaire, conseiller prud'hommes, factotum, négociateur, syndicaliste, assistant social, employé de ménage...).

Le fonctionnement autogéré va se renforcer avec la prise en considération des résidents du CHRS, notamment grâce à l'arrivée de nouveaux éducateurs en 1980. Les relations entre les salariés et les personnes hébergées deviennent moins condescendantes et conflictuelles, voire solidaires. En 1990,



les personnes accueillies rejoignent les salariés dans un mouvement de lutte contre la suppression de 2 postes d'animateurs : un bivouac devant la préfecture se terminera par une intervention musclée des forces de l'ordre (l'occupation du square contre un projet de suppression de poste sera réalisée pendant quatre années consécutives). Rebelote en mars 2005 alors que le CHRS est maintenant géré par l'association *Oser*, qui englobe aussi la gestion du 115, d'un hôtel social (*Le Temps des cerises*) et l'accueil des migrants. Le camp dure alors 3 nuits.

Cette solidarité de lutte conduit à l'association des résidents au fonctionnement de la structure : ils sont représentés dans les instances directives et notamment, depuis 1991, au sein de l'assemblée générale de l'association qui se réunit le samedi après-midi.

Existe-t-il meilleure expérience de réinsertion que de pouvoir exercer une responsabilité, mener une

lutte pour défendre ses intérêts ? La connivence entre salariés et résidents qui s'est tissée grâce au fonctionnement autogéré favorise une solidarité qui s'exprime notamment par la mobilisation en cas de menace. Une situation malheureusement très fréquente pour l'association.

L'autogestion : une alternative qui dérange

Tout n'est pas parfait. Les nouveaux salariés ont parfois du mal à accepter l'autogestion égalitaire (tensions à propos du salaire et du statut. Certains se plaignent de devoir assumer trop de responsabilités et réclament que chacun prenne sa part. D'autres revendiquent un statut différent, etc.) Cependant, le véritable danger vient de l'extérieur et en particulier des pouvoirs publics qui ne voient pas toujours d'un très bon œil le fonctionnement de l'association. La DDASS et la préfecture tentent

(suite page 12)

(suite de la page 11)

vainement de la faire chuter sur des questions de gestion financière. Le rôle attribué aux résidents n'est semble-t-il pas non plus du goût de tout le monde : lors du conflit de mars 2005, la préfecture de l'Ain a refusé que des représentants des personnes accueillies figurent parmi la délégation reçue pour négocier. L'administration tente plusieurs fois d'asphyxier financièrement et de faire disparaître la structure (en décembre 2006, le préfet lui retire la gestion du 115). Une véritable offensive a lieu en janvier 2007 et provoque une grave crise ². Les salariés se mettent en grève le 12 janvier et occupent de nouveau, avec des résidents du Far et du *Temps des cerises*, le square Joubert, en face de la préfecture, pendant 88 jours. Ils protestent contre une réduction des financements qui met en péril l'avenir de l'association (- 30 % pour la subvention de la DDASS entre 2004-2006 alors que les effectifs sont stables avec environ 18 équivalents temps plein). Après la levée du camp, le 20 avril, 120 personnes manifestent pour dénoncer le sabordage orchestré par l'administration. La préfecture refuse d'étudier les propositions de réduction des coûts de fonctionnement faites par l'équipe. Pire, elle a même entrepris de briser le mouvement de grève en suspendant illégalement le versement de la dotation mensuelle. Le préfet surenchérisant dans ses exigences : versement en contrepartie de la réouverture du Far, puis de l'évacuation du square et enfin reprise totale du travail par tous les salariés. L'administration a même exigé les noms des grévistes !

Une procédure de liquidation judiciaire est lancée dès le mois de février et soumise au jugement du Tribunal de Grande Instance. Le 22 mars, un premier jugement a conclu à la nécessité de poursuivre l'observation de la situation. Un administrateur indépendant a été désigné pour examiner les comptes de l'association et a pu se rendre compte que le déficit du CHRS était causé par la baisse des subventions et non par une gestion calamiteuse. L'association *Oser* réclame des moyens permettant d'aider 116 personnes dans les différentes activités qu'elle gère (CHRS, hôtel social et mobil home pour l'accueil des familles avec enfants). Le second jugement, rendu le 9 mai, prolonge la période d'observation jusqu'au 21 juin 2007, à la demande de l'administrateur judiciaire. Il faut dire que la liquidation coûterait plus cher à l'administration que la poursuite de l'activité. Affaire à suivre...

Le cas de l'association *Oser* offre l'exemple d'un fonctionnement autogéré efficace, en l'occurrence dans le domaine de l'aide aux personnes marginalisées : l'autogestion a contribué à une amélioration des services rendus par la structure. Il est révélateur aussi de l'animosité des pouvoirs publics face à un fonctionnement bafouant l'ordre hiérarchique traditionnel. Le fait que cette structure favorise la participation des plus défavorisés aux luttes sociales pour la défense de leurs intérêts a aussi de quoi inquiéter l'administration.

Syndicat Intercro de l'Isère

1. <http://www.oser-lefar.org>.
2. Récit de la lutte sur : <http://rebellion.info>.

« L'autogestion se veut être une forme d'organisation sociale privilégiant l'émancipation de tous les acteurs participant à la vie d'une entreprise. C'est donc une idée révolutionnaire, au sens du renversement d'un ordre établi selon le modèle de l'organisation pyramidale ¹. »

*

« Le responsable administratif, le comptable, seront élus pour une durée de deux ans renouvelables une seule fois. Un premier tour indicatif a lieu sans candidature préalable. Les « pressentis » ont alors quinze jours pour faire officiellement acte de candidature ou décliner l'offre. [...] Être élu responsable ne donne droit à aucun avantage particulier ni pécuniaire, ni en termes de pouvoir hiérarchique ou d'un quelconque droit de veto sur les décisions de l'équipe. Pendant la durée de leur mandat les responsables ne sont pas détachés de ce qu'on appelle dans le langage maison « travail éducatif ». Même s'ils font moins de nuits, ils assurent comme leurs collègues des gardes de week-end. Enfin, ils sont soumis à des bilans réguliers et sont révoqués à tout moment par l'équipe. »

Extrait de « Histoire sans fin » (récit écrit en 2001 par un salarié présent depuis 1979), <http://www.oser-lefar.org>.

Quelques réflexions sur la grippe aviaire

Le texte qui suit est paru dans Organización Obrera – organe de la FORA, Federación Obrera Regional Argentina – n° 17 novembre-décembre 2006.

* Savez-vous que le virus de la grippe aviaire a été découvert il y a 9 ans au Vietnam ?

* Savez-vous que depuis, 100 personnes [plutôt quelque 170 – NDT] « seulement » en sont mortes ?

* Savez-vous que ce sont les Nord-Américains qui ont signalé l'efficacité de TAMIFLU (antiviral humain) comme moyen de prévention ?

* Savez-vous que TAMIFLU ne fait que soulager quelques symptômes de la grippe commune ?

* Savez-vous que, face à un virus prétendument mutant comme le H5N1, le TAMIFLU ne fera que soulager de la maladie ?

* Savez-vous qui commercialise TAMIFLU ?... Les laboratoires Roche.

* Savez-vous à qui Roche a acheté le brevet en 1996 ?... à Gilead Science Inc.

* Savez-vous qui était le président de Gilead Science Inc. et son principal actionnaire aujourd'hui ?... Donald Rumsfeld, jusqu'à il y a peu secrétaire de la défense des États-Unis.

* Savez-vous qu'à la base du TAMIFLU, il y a de l'anis étoilé ?

* Savez-vous qui possède actuellement 90 % de la production mondiale de cet arbre ?... Roche.

* Savez-vous que les ventes de TAMIFLU sont passées de 254 millions en 2004 à plus d'un milliard en 2005 ?

* Savez-vous combien de millions de plus peut gagner Roche si ce commerce de la peur continue ?

* En résumé : les amis de Bush

décident qu'un médicament comme TAMIFLU est la solution pour une pandémie qui ne s'est pas encore produite et qui a causé dans le monde 100 morts en 9 ans. Ce médicament ne soigne même pas la grippe commune. Le virus n'affecte pas l'homme dans des conditions normales. Rumsfeld vend le brevet de TAMIFLU à Roche qui lui paie une fortune. Roche acquiert 90 % de la production de l'anis étoilé, base de l'antivirus. Les gouvernements du monde entier menacent d'une pandémie et achètent à Roche des quantités industrielles du produit. Enfin, nous payons le médicament et Rumsfeld, Cheney et Bush font des affaires...

Sommes-nous fous ou idiots ?

Transmis par le Syndicat intercorporatif de Montpellier (traduction Jacquie)

Uribana, Guanare, Sabaneta : Prisons du Venezuela

L'État Chavez laisse les prisons à l'abandon : ni réforme, ni budget. Le 2 janvier 2007, un rapport militaire fait état de treize blessés et de seize morts lors d'une rixe à la prison d'Uribana (État de Lara, Venezuela). D'après des proches des prisonniers, c'est lors de l'intervention de l'armée que ces personnes ont été blessées ou tuées. Parmi les prisonniers transférés à la prison de Guanare dès le 3 janvier, six ont trouvé la mort lors d'une émeute dans ce site. Le médiateur officiel

ne cache pas les conditions déplorables d'incarcération ni les mauvais traitements que subissent les prisonniers. Cependant le gouvernement ne fait rien. Quant au directeur de la prison de Sabaneta, il déclare que tout va bien. La Cour interaméricaine des Droits de l'Homme se contente d'une position de principe contre les conditions de détention au Venezuela. Or, il règne dans ces prisons un état d'extrême violence permanent. Les différents statuts des peines et

les différents secteurs d'activité sont des moyens dont se sert l'autorité pénitentiaire pour organiser ou attiser les rivalités entre différents groupes de prisonniers. Il est à noter que si des prisonniers ont des armes, elles sont fournies par les gardiens.

Transmis par le Secrétariat de l'AIT

Cruz Negra Anarquista
<http://www.cna.contrapoder.org.ve>
El Libertario
<http://www.nodo50.org/ellibertario>

Mercadona : la grève est finie



Après 14 mois de lutte pour revendiquer le respect des mesures d'hygiène et de sécurité, le paiement de la demi-heure de pause déjeuner et la liberté d'action syndicale, les grévistes ont décidé d'arrêter leur grève. Vous trouverez ci-dessous un résumé des communiqués de la Section syndicale CNT de Mercadona d'avril à juin de cette année, pris sur le site internet de la CNT espagnole.

(24 avril 2007) Des détectives contre les immigrés.

Un des grévistes, Péruvien, après un arrêt de travail en mars, a refusé à son retour un

licenciement négocié et s'est retrouvé avec des sanctions et un dossier monté par des détectives payés par Mercadona, sur lui et sa famille. Une dizaine d'autres immigrés, à qui Mercadona promettait un futur digne en Espagne, avec des tas de droits et de bonnes conditions de travail, ont accepté d'arrêter la grève moyennant fric, et se sont retrouvés au chômage, avec des dettes et dans l'obligation de retourner dans leurs pays d'origine car leurs cartes de résidents ne leur permettent de

travailler que dans ce secteur d'activité.

(26 avril 2007) Des travailleurs immigrés de Mercadona commencent une grève de la faim. Un groupe de grévistes, d'origines équatorienne, péruvienne et argentine, décide de commencer une grève de la faim à Barcelone, pour exiger une solution au conflit qui les oppose à la direction.

(6 mai 2007) La grève de Mercadona est finie, Goliath s'est assis à la table de négociation.

Le jour du début de la grève de la faim (médiatisée entre autres par la télé), la direction de Mercadona a proposé aux grévistes de négocier. Ceux-ci, fatigués d'une situation et d'un dialogue devenus « irrespirables », déçus par la passivité et le manque de solidarité des autres travailleurs (qui ont quand même profité d'une réduction de leur charge de travail) et convaincus qu'une section syndicale ne peut vivre à Mercadona, ont décidé d'arrêter leur grève et d'accepter la somme d'argent « importante » qui leur est offerte.

Ils font ensuite un bilan de cette grève.

– au niveau de la solidarité : en Espagne même, ils reconnaissent le rôle de « véritable outil » de la CNT, qui a représenté « un problème pour toute entreprise », qu'ils ne vont « jamais oublier » ; ils parlent ensuite des actions de solidarité qui ont été menées à travers le monde : dans la plupart des pays hispano-am-

éricains (dont l'Argentine), au Brésil, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, au Portugal, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Tchéquie, en Autriche, en Norvège, en Russie, en Sibérie, en Israël.

– au niveau des partis politiques : les grévistes dénoncent, non seulement le manque de solidarité, mais aussi les attaques directes d'Izquierda Unida ICV en Catalogne, de l'ERC, du PSOE.

– au niveau des moyens de communication : s'ils sont satisfaits de l'impact qu'a eu la grève sur internet, ils demandent par contre aux lecteurs de *El País* de boycotter le journal, qui s'est mis du côté du patron de Mercadona.

– au niveau de l'entreprise : « *Mercadona a dépensé plusieurs millions d'euros dans cette grève, mais ne sait pas ce que ça lui a coûté et ce que ça va lui coûter* [au niveau de son image], *ni les bénéfices perdus de la part de la multitude de personnes qui*



connaissent l'autre face de l'entreprise », une entreprise qui se présentait comme un modèle.

« Nous nous retrouverons dans la lutte. [...] Debout ceux qui luttent ! Vive la CNT-AIT ! Vive l'AIT ! et vive ceux qui ont soutenu la grève ! »

*Transmis par
le Syndicat interco de Montpellier
(traduit et résumé par Jacquie)*

Le **camping** de la CNT-AIT est une façon, pour les militants, les sympathisants et leurs familles, de se retrouver, pendant une semaine, dans un cadre convivial, pour partager des activités diverses, en particulier, chaque soir, après un repas pris en commun, une discussion sur des thèmes sociétaux d'actualité est organisée. Cette année, il aura lieu **du 29 juillet au 5 août**. Le terrain retenu offre des conditions tout à fait correctes pour une participation très abordable. Nos lecteurs sont les bienvenus (pour toute la durée du camping ou pour un passage plus bref). *Renseignez-vous auprès d'un militant de la CNT-AIT ou en écrivant au journal.*

Unions régionales

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre : CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux ; **UR Midi-Pyrénées** : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban cedex ; **UR Paris et Nord** : CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex ; **UR Aquitaine** : CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux ; **UR Méditerranée** : CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, 13001, Marseille ; **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6 ; **en Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII, BP 223, 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Aucun candidat aux élections présidentielles ne se prononce pour l'abolition du capitalisme, tous souhaitent le perpétuer en le rendant « plus humain » ou en le rendant plus extrême encore. Voter, c'est voter pour le capitalisme et la spirale de la violence envers l'écosystème et les populations exploitées, c'est voter pour la reproduction des valeurs de domination, c'est voter pour des marionnettes, c'est voter pour des produits marketing trop bien ficelés pour être honnêtes. Sortons de ce système en agissant et en nous engageant plutôt tous les jours que tous les cinq ans pour des valeurs de solidarité, de liberté et d'égalité.

J'ai choisi
ma propre voie,
je m'abstiens et j'agis !

